Groupe Parlementaire Climat

Un groupe parlementaire (GP) climat sera créé pour renforcer les échanges entre les parlementaires et la communauté scientifique, les entreprises et la société civile, ainsi que les personnes directement concernées, et pour exploiter les synergies liées au climat. En outre, le GP doit fournir un soutien afin de faciliter une politique climatique constructive, cohérente, ambitieuse et à large assise. En outre, le transfert de connaissances sur divers sujets liés à la politique climatique sera recherché et le GP pourra traiter intensivement le sujet. Les mois et années à venir sont absolument essentiels pour éviter une crise climatique dramatique, c'est pourquoi un tel GP est nécessaire de toute urgence. La co-présidence (Madame la Conseillère Nationale Katja Christ, PVL, Monsieur le Conseiller aux Etats Matthias Michel, PLR,
Madame la Conseillère Nationale Delphine Klopfenstein Broggini, PES, Monsieur le Conseiller aux Etats Charles Juillard, PDC/Centre, Madame la Conseillère aux Etats Marina Carobbio Guscetti, PS, Monsieur le Conseiller National Christian Imark, UDC) assurera la direction politique. L'Alliance climatique avec Marie-Claire Graf assure le secrétariat et est responsable de la gestion opérationnelle.

Contexte du chauffage climatique et de la politique

La Suisse mène une politique climatique active pour réduire les risques et les impacts du réchauffement climatique. Au niveau international, elle s'est engagée à appliquer des règles efficaces - le plus récemment dans l'accord de Paris - et depuis 1999, avec la loi sur le CO2, elle dispose d'une base juridique nationale pour la mise en œuvre des objectifs climatiques.

L'Accord de Paris, que la Suisse a ratifié, poursuit trois objectifs :

- Limiter le réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2 ou à 1,5 degré Celsius. Pour y parvenir, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites à un niveau net zéro ;
- Augmenter la capacité d'adaptation. À cette fin, il convient d'élaborer des stratégies pour faire face au chauffage climatique ;
- Aligner les flux financiers de manière compatible avec le climat pour que les investissements soient conformes aux objectifs de réduction et à l'augmentation de la capacité d'adaptation.

En 2019, le Conseil fédéral a décidé que la Suisse ne devait pas émettre plus de gaz à effet de serre que ce que les réservoirs naturels et artificiels peuvent absorber d'ici 2050. Avec l'objectif "net zéro", elle tient compte des dernières conclusions scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), selon lesquelles on peut déjà s'attendre à de graves conséquences pour l'homme et la biodiversité en cas de réchauffement planétaire moyen de 1,5 degré.

Le 27 janvier 2021, il a adopté la "Stratégie climatique à long terme pour la Suisse" qui y est associée. Celui-ci présente les orientations de la politique climatique jusqu'en 2050 et fixe des objectifs stratégiques pour les différents secteurs. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre des mesures et des objectifs de la loi révisée sur le CO2.

Malgré tous ses efforts, la Suisse n'est pas encore sur la bonne voie. Par conséquent, les mesures de politique climatique seront discutées dans différents domaines (par exemple, l'agriculture, la mobilité, la construction).

Pour plus d'informations :
OFEV: Publication "La politique climatique suisse"
Climat: Informations pour spécialistes
Climate Action Tracker Switzerland
Parlement Changement climatique Affaires

Chauffage climatique et parlement

La politique climatique est et sera d'une importance capitale au Parlement dans les mois et années à venir. Cependant, il n'y a pas eu de GP actif au titre de l'art. 63 ParlG (Groupes de l'Assemblée fédérale) sur les questions de politique climatique. En 1995, à l'initiative du membre du Conseil des Etats Gian-Reto Plattner, une GP Changement climatique a été fondée par ProClim, SCNAT. Le GP Changement climatique n'est plus actif pour diverses raisons et priorités. C'est pourquoi un climat GP a été fondé en mars 2021 pour servir à nouveau de plateforme d'information et d'échange pour les membres du Conseil intéressés.

Climate Alliance Suisse

Le secrétariat sera assuré par l'association Alliance climatique suisse, qui regroupe plus de 110 organisations de la société civile suisse œuvrant ensemble pour la justice climatique et la préservation de nos moyens de subsistance et qui fait office de plaque tournante du mouvement suisse de protection du climat. L'Alliance a été fondée en 2004 et est depuis lors un acteur clé de la politique climatique nationale et internationale. ProClim soutiendra le nouveau GP si nécessaire. En cas de chevauchement des intérêts, il coopérera également avec les GP existants (par exemple, biodiversité, énergies renouvelables, trafic non motorisé).

Objectif du groupe parlementaire :

En bref : Quelle peut être la contribution de la politique suisse à l'arrêt de la dégradation du climat et de l'environnement.

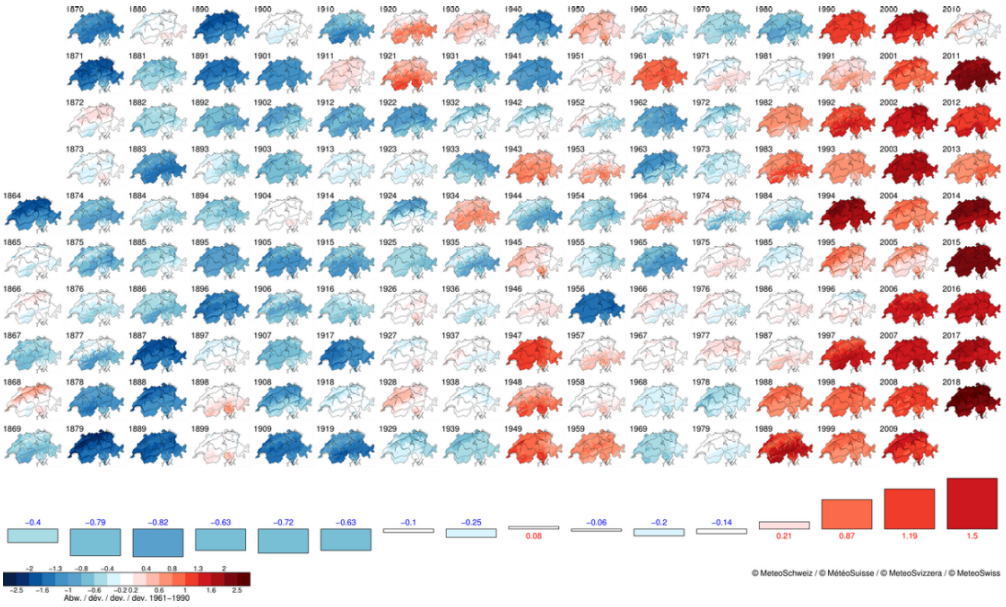
En détail : Le réchauffement climatique est considéré comme le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée et une majorité de la population suisse est fortement concernée, selon des enquêtes représentatives. En outre, certains points de basculement ont déjà été dépassés, entraînant des dommages irréversibles. En tant que pays alpin, la Suisse est touchée de manière disproportionnée par le réchauffement climatique. Les coûts sociaux et économiques d'un réchauffement climatique non maîtrisé dépassent de loin les coûts des mesures de protection du climat. C'est pourquoi les politiciens suisses s'engagent en faveur de politiques climatiques ambitieuses et efficaces. La Suisse, en tant que pays innovant, influent et riche, est donc responsable de nos moyens de subsistance au-delà de ses frontières, car nous n'avons que cette seule terre.

Grâce à des représentants compétents d'organisations nationales et internationales ainsi qu'à des experts de la science, de l'économie et de la société civile, le groupe parlementaire Climat veut montrer où et comment la Suisse peut apporter une contribution à notre climat et à nos moyens de subsistance. La question centrale est la suivante : quelle contribution la politique suisse peut-elle apporter pour éviter la crise climatique imminente ?

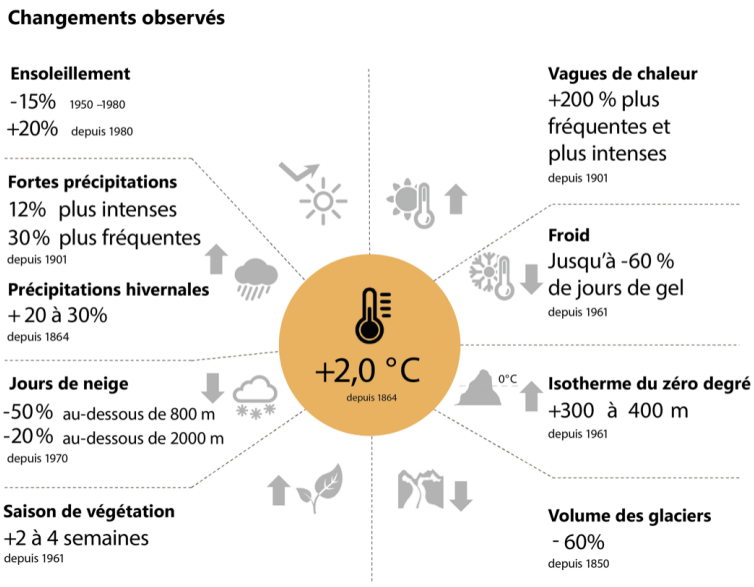
Type d'activités prévues :

Il existe un large éventail d'activités possibles. Ceux-ci doivent être discutés et définis avec le PG. Il est certain que des événements d'information, de mise en réseau et des panels (4x par an) devraient être organisés pendant les sessions. Les événements doivent offrir un espace d'échange individuel sur les sujets politiques actuels dans le domaine de la politique climatique, mais aussi apporter de nouvelles contributions par le biais de conférenciers invités, spécialistes et experts. En outre, des événements conjoints peuvent être mis en place avec d'autres PG afin de créer des synergies avec d'autres PG et de construire des ponts inter-thématiques. En outre, il est possible d'envoyer des informations et des déclarations sur des sujets liés au climat et aux travaux parlementaires, ainsi que des publications sur des sujets liés au climat. S'il y a un intérêt, d'autres conférences, groupes de travail et réunions informelles peuvent être planifiés en plus des événements de la session.

Factsheet : Le chauffage climatique en Suisse



Comme le montre le graphique ci-dessus, il fait nettement plus chaud qu'auparavant dans toutes les régions de Suisse. La température de l'air à proximité du sol a augmenté d'environ 2 degrés Celsius au cours des 150 dernières années, soit nettement plus que la moyenne mondiale. Neuf des dix années les plus chaudes depuis le début des mesures ont été enregistrées au cours du 21e siècle.



En outre, les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les fortes précipitations, sont devenus plus fréquents et plus graves. En tant que pays alpin, la Suisse est fortement touchée par le réchauffement climatique et les conséquences pour la population et l'économie sont graves (scénarios climatiques CH2018).

La protection du climat coûte moins cher que le réchauffement climatique non maîtrisé

Les coûts sociaux et économiques d'un réchauffement climatique non maîtrisé dépassent de loin les coûts des mesures de protection du climat. L'objectif "net zéro" présente donc également un grand intérêt économique pour la Suisse. En abandonnant les combustibles fossiles, la Suisse réduira également sa dépendance vis-à-vis de l'étranger. L'argent qui circule actuellement à l'étranger sera à l'avenir investi dans le pays. Cela profitera à l'industrie nationale et à la population.

Pour plus d'informations : Centre national des services climatiques ou BAFU Climat